

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERRITOIRE NORD PICARDIE

Conseil communautaire du 18 décembre 2025

Délibération 2025-C113

**PROCEDURE DE MODIFICATION N°1 DU PLUI DU BERNAVILLOIS :
 DELIBERATION MOTIVEE DECIDANT DE NE PAS REALISER UNE EVALUATION
 ENVIRONNEMENTALE SUR AVIS CONFORME DE LA MRAE**

Le 18 décembre 2025 à 18 heures 00, se sont réunis dans la salle des fêtes d'Outrebois et sous la présidence de Madame Christelle HIVER, Présidente, après avoir été légalement convoqués le 12 décembre 2025, les 93 membres du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Territoire Nord Picardie :

TITULAIRES PRÉSENTS	54/93
AUTHEUX : DESPLANQUE Régis; AUTHIEULE : LEGAULT Frédéric; BARLY : BOUCHEZ Jean-Louis; BEALCOURT : SEPTIER Didier; BEAUMETZ : MAGNIER Jean-Michel; BEAUQUESNE : DURIEUX François; BEAUVAL : THUILLIER Bernard, MESROUA Martine; NIQUET Jean-François; BEHENCOURT : PLAISANT Phillipe; BERNATRE : LEJEUNE Raphaël; BERNAVILLE : LECLERCQ Christelle; BERNEUIL : FLAHAUT Francis; BOISBERGUES : OSSART Christophe; BOUQUEMAISON : DEVILLERS Brigitte; CANDAS : GREF Evelyne; COISY : DEFLESSELLE Claude; CONTEVILLE : MARQUANT Vincent; DOMESMONT : BAZIN Joël; DOULLENS : CRAPOULET Dorothée; TABART Thierry; DELESTRÉ Fanny; HIVER Christelle; DUMOULIN Jean-Louis, NAUWYNCK Laurent; PHILIPPIN Marie-Christine; FROHEN-SUR-AUTHIE : DEVILLERS Jean-Pierre; GEZAINCOURT : BOTTE Martine; GORGES : DELATTRE Guy; GROUCHES-LUCHUEL : PETIT Francis; HEM-HARDINVAL : ROUSSEL Éric; HIERMONT : CARPENTIER Audrey; HUMBERCOURT : PENET-CARON Catherine; LE MEILLARD : CARDON Jean-Pierre; LONGUEVILLETTE : CREPIN François; LUCHEUX : DUHAUTOY Michel; MAIZICOURT : SEPTIER Antoine; MONTIGNY-LES-JONGLEURS : DELGOVE Rachèle; MONTIGNY-SUR-L'HALLUE : MUNIER Dominique; MONTONVILLERS : CRAMPON Laurent; NAOURS : BOUCHY Jean-Michel; ROUSSEAU Clémence; OCCOCHES : DUFOSSÉ Dominique; OUTREBOIS : MARECHAL Emmanuel; PROUVILLE : MORIVAL Patrick; RAINNEVILLE : MANABLE Christian; MASSET Jacques; RUBEMPRE : LOIRE Anne; SAINT-GRATIEN : MASSIAS Bruno; TALMAS : BLOCKLET Patrick; REVILLON Carole; TERRAMESNIL : BOUVET Thierry; VILLERS-BOCAGE : DOMONT Anne-Sophie; WAGNIES : DIMOFF Claude.	
TITULAIRES ABSENTS REPRESENTÉS PAR LEUR SUPPLÉANT	3/93
FIENVILLERS : ROUSSEL Alain représenté par Alain MICHEL; FIEFFES-MONTRELET : VARLET Xavier représenté par SINGLARD Evelyne; HEUZECOURT : MICHILSEN Jean-Paul représenté par CHOQUET Dany.	
SUPPLÉANTS PRÉSENTS (non-votant)	
AUTHEUX : GAFFET Yolande; BOISBERGUES : BARAER Henri; GROUCHES-LUCHUEL : CAPRON Mickael; OUTREBOIS : LEFEVRE Jean-Pierre.	
POUVOIRS AUX TITULAIRES OU AUX SUPPLÉANTS PRÉSENTS	11/93
BAVELINCOURT : VALENGIN François-Xavier donne pouvoir à HIVER Christelle; BEAUCOURT SUR L'HALLUE : MARCHAND Annie donne pouvoir à PLAISANT Philippe; BERNAVILLE : PATTE Didier donne pouvoir à LECLERCQ Christelle; CANDAS : HERSIN Dominique donne pouvoir à GREF Evelyne; DOULLENS : HERTAULT Céline donne pouvoir à PHILIPPIN Marie-Christine; MALLART Murielle donne pouvoir à PENET-CARON Catherine; MAQUET Claude donne pouvoir à CRAPOULET Dorothée; POIRÉ Corinne donne pouvoir à DELESTRE Fanny; WARUSFEL Claire donne pouvoir à NAUWYNCK Laurent; MEZEROLLES : DELANNOY Guy donne pouvoir à CARDON Jean-Pierre; VILLERS-BOCAGE : ALBERGE Marc donne pouvoir à DOMONT Anne-Sophie.	
ABSENTS / EXCUSÉ(E)S	25/93
AGENVILLE : ROBART Sébastien; BEAUQUESNE : CANNET Alain; DIEPPE Anne-Sophie; BEAUVAL : CANDAS Bernard; BONNEVILLE : PETIT Emmanuel; BREVILLERS : DEBONNE Vanessa; CONTAY : DENEVE Valérie; DOMLEGER-LONGVILLERS : DOUAY Yves; DOULLENS : PIOT Pascal; QUINDROIT Bernard; EPECAMPS : CAHON Dimitri; FLESSELLES : LOUETTE Jocelyn; MARSILLE Séverine; MARTINVAL CLAUDE; MOREL LOUNIS Louisa; FRECHENCOURT : WILS Serge; LA VICOIGNE : GALLET David; MIRVAUX : CORSYN Camille; MOLLIENS AU BOIS : AVISSE Frédéric; NEUVILLETTE : DOAL José; PIERREGOT : DUPONT Loïc; REMAISNIL : NIQUET Catherine; SAINT-ACHEUL : FEUTREL Olivier; VADENCOURT : BOCQUET Christian; VILLERS-BOCAGE : ANSART Gérald.	
SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Carole REVILLON (Talmas)	
NOMBRE DE VOIX EXPRIMÉES	68/93

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Bernavillois a été approuvé le 28 novembre 2017. Celui-ci n'a fait l'objet d'aucune procédure visant à le faire évoluer depuis son approbation.

La communauté de communes projette la construction d'une nouvelle gendarmerie accompagnée de six logements pour les gendarmes sur la commune de Bernaville, la gendarmerie actuelle étant vétuste et non conforme aux exigences de sécurité. Le site retenu pour la réalisation de ce nouvel équipement est situé à l'ouest du périmètre urbanisé de la commune de Bernaville, sur l'emprise de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Entrée Ouest » identifiée dans le PLUi. Il est nécessaire de faire évoluer cette OAP afin de ne pas contraindre la réalisation du projet. Le reclassement de la parcelle libérée est également projeté pour la réalisation d'un projet de logements.

La modification n°1 du PLUi du Bernavillois a donc été prescrite par arrêté de la Présidente de la Communauté de Communes Territoire Nord-Picardie.

Le projet de modification du PLUi est soumis aux nouvelles dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme en vertu du décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021. La collectivité, en tant que personne publique responsable, évalue les incidences de son projet au travers d'un examen dit « au cas par cas ad hoc » et propose à l'autorité environnementale compétente de ne pas réaliser d'évaluation environnementale en l'absence d'incidence négative significative. L'autorité environnementale rend alors un avis conforme sur la nécessité ou non d'une évaluation environnementale. Puis, l'organe délibérant de la collectivité compétente doit entériner par délibération sa décision en motivant ce choix.

L'examen au cas par cas ad hoc de la modification n°1 du PLUi du Bernavillois a démontré l'absence d'incidence significative sur l'environnement et la santé humaine. La Communauté de communes Territoire Nord-Picardie a saisi la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) des Hauts de France.

Par avis conforme délibéré n°2025-9156 du 28 octobre 2025, la MRAe Hauts-de-France a confirmé l'analyse de la Communauté de Communes et estime que le projet de modification ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'acter la décision de ne pas réaliser d'évaluation environnementale sur le projet de modification n°1 du PLUi du Bernavillois.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 153-36 et suivants et R153-20 et suivants ;

Vu le Schéma de Cohérence Territorial du Grand Amiénois adopté en date du 21 décembre 2012, et sa modification adoptée le 10 mars 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 décembre 2016 portant création, au 1er janvier 2017, de la communauté de communes Territoire Nord Picardie issue de la fusion des communautés de communes du Bernavillois, du Doullennais et du Bocage-Hallue ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire Nord Picardie et notamment la compétence aménagement de l'espace ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant programme de l'Habitat (PLUiH) du Bernavillois approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 28 Novembre 2017 ;

Vu l'arrêté URBA2025-2 de la Présidente de la Communauté de Communes Territoire Nord-Picardie en date du 11 juin 2025 engageant la procédure de modification n°1 du PLUi du Bernavillois ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.104-1 et suivants et R.104-33 à R.104-37 relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable préalable à l'évaluation environnementale ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas « ad hoc » constitué et transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) pour avis conforme ;

Vu l'avis conforme délibéré n°2025-9156 du 28 octobre 2025 de la MRAE Hauts-de-France ;

Considérant qu'en qualité de personne publique responsable, la communauté de communes Territoire Nord Picardie a réalisé un examen au cas par cas ad hoc, qui prouve l'absence d'incidence significative sur l'environnement et la santé humaine des modifications portées par le projet ;

Considérant que le 28 octobre 2025, l'Autorité Environnementale a confirmé l'analyse de la communauté de communes et a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de soumettre le dossier de modification n°1 du PLUi du Bernavillois à évaluation environnementale ;

Considérant qu'après réception de l'avis conforme, une décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale par le Conseil Communautaire doit être prise conformément à l'article R.104-33 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré,

DECIDE

- Qu'il n'est pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale dans le cadre de la modification n°1 du PLUi du Bernavillois ;
- De poursuivre la procédure de modification engagée ;

- D'autoriser la Présidente ou son représentant, à signer tout document permettant l'exécution de cette décision.

Fait à Outrebois

Le 18 décembre 2025

La Présidente,



Christelle HIVER

Nombre de conseillers : 93

Présents : **57**

Pouvoirs : **11**

Votes pour : 68

Vote contre : **0**

Abstention : **0**

Certifié exécutoire compte tenu de sa transmission en

Préfecture de la Somme et de sa publication le :

De son accusé de réception reçu le :

Considérant que le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique
« Télérecours citoyen » accessible par le biais du site www.telerecours.fr



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France,
sur l'examen au cas par cas « ad hoc » réalisé par
la communauté de communes Territoire Nord-Picardie,
sur la modification n°1
du plan local d'urbanisme intercommunal
du Bernavillois (80)**

n° Garance 2025-9156

Avis conforme
rendu en application
du deuxième alinéa de l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégialement, le 28 octobre 2025, en présence de Philippe Gratadour, Guy Hascoët, Valérie Morel, Pierre Noualhaguet, Sarah Pischitta, Anne Pons et Martine Ramel ;

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R. 104-33 à R. 104-38 ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n° 2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 18 avril 2023 portant désignation d'un président de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 19 juillet 2023 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 5 juillet 2024 portant cessation de fonction et nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche du 21 janvier 2025 portant cessation de fonction et nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche du 22 août 2025 portant nomination d'un membre de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) réalisé pour avis conforme et déposé par la communauté de communes Territoire Nord-Picardie (CCTNP), le 2 septembre 2025 relatif à la modification n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Bernavillois (80) ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 30 septembre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. la modification du PLUi concerne le déménagement de la gendarmerie, visé par l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) de Bernaville ouest. Elle porte spécifiquement sur la mise en place d'un phasage de l'opération d'aménagement de la nouvelle gendarmerie ainsi que le reclassement de la parcelle libérée en vue d'y développer un projet de logements. La demande vise ainsi à modifier :
 - l'OAP de Bernaville ouest introduisant un phasage entre, d'une part, l'aménagement de la gendarmerie et les six logements attenants (phase 1) et, d'autre part, les autres logements (phase 2) pour un total de 29 logements ;
 - le règlement écrit, par la modification des dispositions applicables à la zone 1AUa pour autoriser les équipements publics en lien avec le projet ;
 - le règlement graphique en reclassant la parcelle D449 de la zone UFa (destinée prioritairement aux activités économiques et à l'implantation de commerces de détail) à la zone UB (zone urbaine mixte de moyenne densité) pour la réalisation de logements dans l'ancienne gendarmerie.
2. il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le Code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique ;

Rend l'avis qui suit :

La modification n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal du Bernavillois n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Un nouveau dossier d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis conforme, fait l'objet de modifications.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 28 octobre 2025

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Son Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Gratadour', is positioned above the printed name.

Philippe GRATADOUR

Communauté de communes du Territoire Nord Picardie

Arrêté n°URBA2025-2

PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DU BERNAVILLOIS

La Présidente de la Communauté de communes Territoire Nord-Picardie,

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 153-36 et suivants et R153-20 et suivants ;

Vu le Schéma de Cohérence Territorial du Grand Amiénois adopté en date du 21 décembre 2012, et sa modification adoptée le 10 mars 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 décembre 2016 portant création, au 1^{er} janvier 2017, de la communauté de communes Territoire Nord Picardie issue de la fusion des communautés de communes du Bernavillois, du Doullennais et du Bocage-Hallue ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire Nord Picardie et notamment la compétence aménagement de l'espace ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant programme de l'Habitat (PLUiH) du Bernavillois approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 28 Novembre 2017 ;

Vu la demande de recours gracieux de l'Etat en date du 28 janvier 2018 suite au contrôle de légalité du dossier de PLUiH approuvé ;

Vu l'arrêté en date du 31 octobre 2019 prescrivant la première modification du PLUiH du Bernavillois ;

Vu l'arrêté en date du 5 mars 2025 prescrivant à nouveau la première modification du PLUiH du Bernavillois ;

Considérant le projet de construction d'une nouvelle gendarmerie à Bernaville ;

Considérant qu'il est opportun de mener une procédure de modification du PLUiH dédiée à ce projet structurant pour la communauté de communes ;

Considérant que les modifications apportées ne sont pas de nature à :

- changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durables
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

Considérant que les modifications envisagées dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification du PLU avec enquête publique ;

Considérant qu'il y a lieu de prescrire à nouveau la première modification du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Bernavillois ;

ARRETE

Article 1 : une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme intercommunal est engagée en application des dispositions des articles L. 153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme en vue de permettre la réalisation des objectifs mentionnés en article 2.

Article 2 : les objectifs de la modification sont :

- l'orientation d'aménagement et de programmation Bernaville Entrée Ouest sera modifiée afin de permettre la réalisation du projet construction d'une nouvelle gendarmerie à Bernaville. Au besoin, des dispositions ad hoc seront ajoutées dans le règlement écrit et / ou graphique.

Article 3 : le projet de modification sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées (PPA) avant l'ouverture de l'enquête publique.

Article 4 : Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification du PLUi auquel sera joint, le cas échéant, les avis des Personne Publiques Associées.

Article 5 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification (éventuellement amendé pour tenir compte des avis des Personnes publiques associées, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur), sera approuvé par délibération du conseil communautaire.

Article 6 : les arrêtés de prescriptions du 31 octobre 2019 et du 5 mars 2025 sont abrogés ;

Article 7 : Conformément aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes du Territoire Nord Picardie, Agora, 2 rue des sœurs grises 80600 Doullens ainsi que dans l'ensemble des mairies du territoire du Bernavillois durant un délai d'un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

Article 8 : Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Somme ;
- Maires du territoire du Bernavillois ;
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

Fait à Doullens, le 11 juin 2025

La Présidente,

Christelle HIVER





**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des
territoires et de la mer
de la Somme**

Amiens, le **31 MARS 2026**

Madame la présidente,

Vous avez bien voulu notifier, le 3 février dernier, le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal du Bernavillois.

Ce projet recueille mon accord, sous réserve de la bonne prise en compte de l'avis détaillé en annexe concernant les risques naturels.

Pour mémoire la délibération et le dossier qui approuveront le projet de modification devront, conformément à l'article L.153-23 du code l'urbanisme, être transmis sous format électronique et publiés sur le portail national de l'urbanisme pour être exécutoires. Par ailleurs, le dossier devra, dans le cas présent, comporter à la fois les nouvelles versions complètes des pièces du PLU, le rapport de présentation, les règlements écrit et graphique, et l'OAP ayant été modifiés.

La direction départementale des territoires et de la mer de la Somme (DDTM) reste bien entendu disponible pour vous accompagner dans cette démarche, et notamment s'agissant des difficultés techniques que vous pourriez rencontrer lors de la publication sur le portail national de l'urbanisme, pour laquelle vous pourrez vous rapprocher du service SIG de la DDTM à l'adresse suivante : ddtm-geoportail-urbanisme@somme.gouv.fr.

Je vous prie de croire, Madame la présidente, en l'assurance de toute ma considération.

Le préfet

Rollon MOUCHEL-BLAISOT

Mme Christelle Hiver, présidente
Communauté de communes du Territoire Nord Picardie
AGORA – 2 rue des sœurs grises
80 600 DOULLENS

35, rue de la Vallée
80000 AMIENS
Tél : 03 64 57 24 00
Mél : ddtm-stga-bpct@somme.gouv.fr

ANNEXE : Avis détaillé sur le projet de modification n°1 du PLUi-H du Bernavillois

Par délibération du conseil communautaire en date du 28 novembre 2017 la communauté de communes du Territoire Nord Picardie a approuvé le plan local d'urbanisme intercommunal du Bernavillois.

Par arrêté du 11 juin 2025, le conseil communautaire de la Communauté de communes du Territoire Nord Picardie a prescrit la modification n°1 du PLUi du Bernavillois afin de modifier l'Orientation d'Aménagement et de Programmation Bernaville Entrée Ouest pour permettre la création d'une gendarmerie et de 6 logements associés.

Le dossier présenté prévoit également de reclasser en zone UB l'ancienne gendarmerie, actuellement en zone UFa, pour y réaliser des logements.

Aspects risques naturels

La zone de projet des 6 logements en phase 1 est susceptible d'être inondée par ruissellement.

Concernant la création de la gendarmerie et des logements ciblés en phase 2, il est préconisé de prévoir la gestion des eaux de ruissellement en surélevant les éléments sensibles des réseaux à plus de 50 cm au-dessus du sol naturel et de ne pas construire de cave.

Remarques diverses

Les périmètres de toutes les OAP doivent figurer sur le règlement graphique en application de l'article R.151-6 du Code de l'urbanisme.

À noter que la trame L.151-23 a été maintenue sur le règlement graphique par erreur.

**Madame la Présidente de la
Communauté de communes du territoire
Nord-Picardie**

**2 rue des sœurs grises
80600 DOULLENS**

Amiens, le 10 mars 2026

Chambre d'agriculture de la
Somme
19 bis rue Alexandre Dumas
80096 Amiens Cedex 3
Tél.: 03 22 33 69 00
Fax : 03 22 33 69 29

Bureau d'Abbeville
12 Rue René Digneon
80100 Abbeville
Tél.: 03 22 20 67 30
Fax : 03 22 20 67 39

Bureau d'Estrées-Mons
Station de l'Inrae
2 domaine Brunehaut
80200 Estrées-Mons
Tél.: 03 22 85 32 10
Fax : 03 22 85 32 19

Bureau de Villers-Bocage
44 rue du Château d'Eau
80260 Villers-Bocage
Tél.: 03 22 93 51 20
Fax : 03 22 93 51 28

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 188 002 513 000 11
APE 911A
accueil@somme.chambagri.fr
www.somme.chambagri.fr

Objet : Avis modification PLUi du Bernavillois
Affaire suivie par Florian VASSEUR (03.22.33.69.09) et Yannick DECOSTER (03.22.33.69.00)
Demande d'avis

Madame la Présidente,

En réponse à votre demande d'avis sur le dossier de modification de droit commun du PLUi du Bernavillois, j'ai l'honneur de vous faire part des observations de la Chambre d'agriculture de la Somme.

La Chambre d'agriculture a été sollicitée en tant que personne publique associée dans le cadre de la première modification du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) concernant la commune de Bernaville.

En ce qui concerne la modification du PLUi :

- Après analyse des pièces transmises, cette procédure porte principalement sur l'évolution de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Bernaville Ouest », d'une superficie d'environ 2,52 hectares.
- Dans sa version initiale, cette OAP prévoyait la réalisation de logements. La modification vise désormais à intégrer la construction d'une gendarmerie, ainsi que la réalisation de 29 logements, répartis en deux phases (6 logements dans un premier temps, puis 23 logements dans un second temps).
- Afin de permettre la réalisation de cet équipement public, le règlement de la zone 1AU est adapté pour autoriser la réalisation d'équipements publics dans le cadre de l'OAP.
- Par ailleurs, le site de l'ancienne gendarmerie fait l'objet d'une évolution de zonage, avec un passage de la zone UFa vers la zone UB, afin de permettre la réalisation d'un projet de logements sur ce site.



**CHAMBRE
D'AGRICULTURE
SOMME**

Chambre d'agriculture de la
Somme
19 bis rue Alexandre Dumas
80096 Amiens Cedex 3
Tél.: 03 22 33 69 00
Fax : 03 22 33 69 29

Bureau d'Abbeville
12 Rue René Digneon
80100 Abbeville
Tél : 03 22 20 67 30
Fax : 03 22 20 67 39

Bureau d'Estrées-Mons
Station de l'Inrae
2 domaine Brunehaut
80200 Estrées-Mons
Tél.: 03 22 85 32 10
Fax : 03 22 85 32 19

Bureau de Villers-Bocage
44 rue du Château d'Eau
80260 Villers-Bocage
Tél.: 03 22 93 51 20
Fax : 03 22 93 51 28

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 188 002 513 000 11
APE 911A
accueil@somme.chambagri.fr
www.somme.chambagri.fr

Au regard des éléments du dossier, cette modification n'entraîne pas de remise en cause des vocations agricoles et naturelles de la commune et ne génère pas de consommation supplémentaire d'espaces agricoles. Le projet s'inscrit dans une logique de réorganisation de secteurs déjà urbanisés ou artificialisés, sans impact sur les espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF).

La Chambre d'agriculture rappelle toutefois l'importance de **préserver durablement le foncier agricole**, dans un contexte de pression foncière croissante et d'objectifs de réduction de la consommation d'espaces fixés par les politiques d'aménagement du territoire.

Au regard de ces éléments, la Chambre d'agriculture **émet un avis favorable** à cette première modification du PLUi.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments distingués.

La Présidente,



Françoise CRÉTÉ

Zimbra

marine.boitel@cctnp.fr

RE: PLUi modification n°1

De : MACHU Alain <amachu@somme.fr>

lun., 23 mars 2026 11:10

Objet : RE: PLUi modification n°1 9 pièces jointes**À :** Marine BOITEL <marine.boitel@cctnp.fr>

Madame BOITEL

Suite à votre transmission, cette modification du PLUi n'appelle pas de remarque de la part des services du département. Il serait intéressant que le projet prévoie plusieurs accès sur la RD pour renforcer le caractère bâti de la commune à cet endroit, comme nous l'avions préconisé lors du dossier initial, fichier joint.

Cordialement

Alain MACHU

Responsable du Pôle Appui Expertise Aménagement

Direction des Routes et des Mobilités

Conseil départemental de la Somme

Ligne fixe : 0360034 020 Portable : 0785501 925



De : Marine BOITEL <marine.boitel@cctnp.fr>**Envoyé :** lundi 23 mars 2026 10:39**À :** MACHU Alain <amachu@somme.fr>**Objet :** Re: PLUi modification n°1

Bien cordialement,**Marine BOITEL****Responsable Urbanisme et Habitat**

2 rue des sœurs grises - 80600 DOULLENS

[03 22 32 31 18](tel:0322323118) - [06 24 74 40 16](tel:0624744016)

De : "MACHU Alain" <amachu@somme.fr>**À :** "BOITEL Marine" <marine.boitel@cctnp.fr>**Envoyé :** Lundi 23 Mars 2026 09:33:47**Objet :** RE: PLUi modification n°1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF AMIENS

26 mars 2026

N° E26000025 /80

Le président du tribunal administratif

E- Décision désignation commissaires

Vu enregistrée le 9 mars 2026, la lettre par laquelle la présidente de la communauté de communes du territoire Nord-Picardie demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

- la modification n°1 du PLUi du Bernavillois.

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme.

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2026.

DECIDE

Article 1^{er} : Mme Christine Brunel, ingénieure des travaux publics de l'Etat, cheffe du pôle Risques Naturels du service Eau et Nature de la DREAL Hauts-de-France, à la retraite, est désignée en qualité de commissaire enquêtrice pour conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

Article 2 : M. Didier Berneaux, conseiller indépendant en affaires de gestion à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour poursuivre l'enquête publique en cas d'empêchement de la commissaire titulaire.

Article 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à la présidente de la communauté de communes du territoire Nord-Picardie, à Mme Christine Brunel et à M. Didier Berneaux.

Fait à Amiens, le 26 mars 2026.

Le président,


Thierry SORIN

Communauté de communes du Territoire Nord Picardie

Arrêté n°URBA2026-I

PRESCRIVANT UNE ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE PORTANT SUR LES PROJETS DE MODIFICATION N°1 ET MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DU BERNAVILLOIS

La Présidente de la Communauté de communes Territoire Nord-Picardie,

VU

- Le Code Général des collectivités territoriales,
- le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.153-36 et suivants,
- le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.123-3 et suivants ; et R.123-7 et suivants,
- le Schéma de Cohérence Territorial du Grand Amiénois adopté en date du 21 décembre 2012, et sa modification adoptée le 10 mars 2017 ;
- l'arrêté préfectoral en date du 16 décembre 2016 portant création, au 1er janvier 2017, de la communauté de communes Territoire Nord Picardie issue de la fusion des communautés de communes du Bernavillois, du Doullennais et du Bocage-Hallue ;
- les statuts de la Communauté de Communes du Territoire Nord Picardie et notamment la compétence aménagement de l'espace ;
- le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant programme de l'Habitat (PLUiH) du Bernavillois approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 28 Novembre 2017 ;
- la demande de recours gracieux de l'Etat en date du 28 janvier 2018 suite au contrôle de légalité du dossier de PLUiH approuvé ;
- l'arrêté n°URBA2025-2 en date du 11 juin 2025 prescrivant la modification n°1 du PLUiH du Bernavillois ;
- l'arrêté n°URBA2025-3 en date du 11 juin 2025 prescrivant la modification n°2 du PLUiH du Bernavillois ;
- la notification du projet de modification n°1 aux personnes publiques associées et au maire de Bernaville, commune concernée par le projet, réalisée conformément à l'article L.153-40 du code de l'urbanisme,
- la notification du projet de modification n°2 aux personnes publiques associées et aux maires des 26 communes couvertes par le PLUi du Bernavillois, réalisée conformément à l'article L.153-40 du code de l'urbanisme ;
- la décision n° E26000025/80 en date du 26 mars 2026 et la décision n°E26000040/80 en date du 20 avril 2026 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Amiens désignant Mme Christine BRUNEL, ingénieure des travaux publics de l'Etat, cheffe du pôle Risques Naturels du service Eau et Nature de la DREAL Hauts-de-France, à la retraite, en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour conduire les quêtes publiques, et M. Didier BERNEAUX, conseiller indépendant en affaires de gestion à la retraite, en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour poursuivre les enquêtes publiques en cas d'empêchement du commissaire enquêteur titulaire ;
- les pièces du dossier de modification n°1 et du dossier de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Bernavillois soumis à enquête publique conjointe ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Il sera procédé à une enquête publique conjointe sur le projet de modification n°1 et sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Bernavillois, arrêté par la Communauté de Communes du Territoire Nord Picardie (CCTNP) pour une durée de 15 jours, du lundi 15 juin 2026 (9h00) au lundi 29 juin 2026 (19h00) inclus, soit pendant une durée de 15 jours consécutifs.

Article 2 :

Le siège de l'enquête publique est fixé au siège de la CCTNP, 2 rue des Sœurs Grises– 80600 DOULLENS.

Article 3 :

Mme Christine BRUNEL, ingénieure des travaux publics de l'Etat, cheffe du pôle Risques Naturels du service Eau et Nature de la DREAL Hauts-de-France, à la retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire M. Didier BERNEAUX, conseiller indépendant en affaires de gestion à la retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant par Monsieur le Président du Tribunal Administratif.

Article 4 :

Les pièces des dossiers et des registres d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur, seront tenus à la disposition du public pendant la durée de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture, hors jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle éventuels, dans les lieux suivants

- au siège de la CCTNP, 2 rue des Sœurs Grises– 80600 DOULLENS, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ;
- à l'antenne de Bernaville de la CCTNP, 23 rue du Général Jean Crépin – 80270 BERNAVILLE, le mardi de 9h30 à 12h00 et le mercredi de 13h30 à 17h00.

Le public pourra prendre connaissance des dossiers et consigner ses observations, propositions et contre-propositions, sur les registres ouverts à cet effet ou les adresser par écrit à l'adresse suivante :

« Madame le Commissaire enquêteur, projet de modification n°1 et n°2 du PLUi du Bernavillois – CCTNP, 2 rue des Sœurs Grises – 80600 DOULLENS »

Les dossiers d'enquête seront également consultables sur un poste à l'accueil du siège de la communauté de communes Territoire Nord-Picardie - 2 rue des sœurs grises – 80600 DOULLENS du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, hors jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle éventuels et sur le site internet suivant : www.cctnp.fr

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être déposées par courrier électronique envoyé à : plui.bernavillois@cctnp.fr

Article 5 :

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à l'antenne de Bernaville de la CCTNP, 23 rue du Général Jean Crépin – 80370 BERNAVILLE :

- le lundi 15 juin 2026 de 09h00 à 12h00
- le vendredi 19 juin 2026 de 14h00 à 17h00
- le lundi 29 juin 2026 de 16h00 à 19h00

Article 6 :

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos et signés par le commissaire-enquêteur.

Article 7 :

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire-enquêteur transmettra à la Présidente de l'EPCI les dossiers d'enquête accompagnés des registres et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du tribunal administratif d'Amiens.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur sera déposée au siège de l'enquête publique et sur le site internet www.cctnp.fr pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.


Article 8 : Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique conjointe sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département. Il sera également publié sur le site internet de la communauté de communes www.cctnp.fr

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié, par voie d'affiches, aux mairies des vingt-six communes concernées, au siège de l'EPCI, au siège de l'enquête publique et en tous lieux habituels.

Article 8 : Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Préfet de la Somme ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Somme;
- Monsieur le Commissaire-Enquêteur ;
- Monsieur le Président du tribunal administratif d'Amiens.

A Doullens, le 21 mai 2026

La Présidente

Christelle HIVER



Lille le 29/05/2026

Support Habilité lagazettefrance.fr

Département 80 Somme

Date de parution 29/05/2026 13:03:18



[Lien de publication](#)

Hash de vérification :
3d94fee7b32a69edaefa1567446682a9



Communauté de Communes du Territoire Nord Picardie

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Modification n°1 et modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Bernavillois

Par arrêté en date du 21 mai 2026, la Présidente de la Communauté de Communes du Territoire Nord Picardie (CCTNP) a ordonné l'ouverture de l'enquête publique conjointe portant sur les projets de modification n°1 et modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Bernavillois et en a fixé l'ensemble des modalités. L'enquête publique se déroulera du lundi 15 juin 2026 (9h00) au lundi 29 juin 2026 (19h00) inclus, soit pendant une durée de 15 jours consécutifs. Mme Christine BRUNEL, ingénieure des travaux publics de l'Etat, cheffe du pôle Risques Naturels du service Eau et Nature de la DREAL Hauts-de-France, à la retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire M. Didier BERNEAUX, conseiller indépendant en affaires de gestion à la retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant par Monsieur le Président du Tribunal Administratif. Le siège de l'enquête publique est fixé au siège de la CCTNP, 2 rue des Sœurs Grises- 80600 DOULLENS. Pendant la durée de l'enquête, les pièces des dossiers de modification n°1 et de modification n°2 du PLUi du Bernavillois pourront être consultées aux jours et heures habituels d'ouverture, hors jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle éventuels dans les lieux suivants : - au siège de la CCTNP, 2 rue des Sœurs Grises- 80600 DOULLENS, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ; - à l'antenne de Bernaville de la CCTNP, 23 rue du Général Jean Crépin - 80270 BERNAVILLE, le mardi de 9h30 à 12h00 et le mercredi de 13h30 à 17h00. Les dossiers d'enquête seront également consultables sur un poste informatique à l'accueil du siège de la communauté de communes Territoire Nord-Picardie - 2 rue des sœurs grises - 80600 DOULLENS du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, hors jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle éventuels et sur le site internet suivant : www.cctnp.fr Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à l'antenne de Bernaville de la CCTNP, 23 rue du Général Jean Crépin - 80370 BERNAVILLE : - le lundi 15 juin 2026 de 09h00 à 12h00, - le vendredi 19 juin 2026 de 14h00 à 17h00, - le lundi 29 juin 2026 de 16h00 à 19h00. Le public pourra formuler ses observations et propositions : - Sur les registres d'enquête papier prévus à cet effet en se rendant au siège de l'enquête et dans le lieu de permanence aux jours et heures habituels d'ouverture au public. - Par courrier postal qui doit être reçu avant le lundi 29 juin 2026 à 19h00 inclus à l'attention de Madame le commissaire enquêteur à l'adresse suivante : Projets de modification n°1 et n°2 du PLUi du Bernavillois - CCTNP, 2 rue des Sœurs Grises - 80600 DOULLENS, - Par courrier électronique avant le lundi 29 juin 2026 à 19h00 à l'adresse suivante : plui.bernavillois@cctnp.fr A l'expiration du délai d'enquête, les registres seront clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un mois pour transmettre son rapport et ses conclusions motivées à la Présidente de la communauté de communes Territoire Nord-Picardie. Ces documents seront consultables au siège de la CCTNP pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, ainsi que sur le site internet www.cctnp.fr. Au terme de l'enquête publique, le conseil communautaire du Territoire Nord-Picardie pourra approuver la modification n°1 et la modification n°2 du PLUi du Bernavillois. Les dossiers seront éventuellement adaptés pour tenir compte des avis émis, des remarques du public et des conclusions du commissaire enquêteur.

Annuaire

FUNÉRAIRE

Vous souhaitez passer dans cette rubrique, contactez-nous au

0 811 900 901

Service 0,06 €/min
+ prix appel



POMPES FUNÈBRES
DESPREZ

03 22 09 71 30

PERMANENCE DÉCÈS
7j/7 & 24H/24

Vos agences de proximité

**MOREUIL
CORBIE
AILLY-SUR-NOYE**

Pompes Funèbres - desprez.escoff

POMPES FUNÈBRES
FOURNET

06 07 33 55 27

PERMANENCE DÉCÈS
7j/7 & 24H/24

**POMPES FUNÈBRES
FOURNET Emmanuel
Funérarium du Vidame**

Votre agence de proximité

MOLLIENS DREUIL

pompesfunebresfournet-molliensdreuil.fr

POMPES FUNÈBRES
HANNEDOUCHE

03 22 31 20 45

PERMANENCE DÉCÈS
7j/7 & 24H/24

hannedouche
MAISON DE VIE ET DE MORT

Vos agences de proximité

**ABBEVILLE
SAINT-VALÉRY-SUR-SOMME
EU
SOREL EN VIMEU
CAYEUX-SUR-MER
FRIVILLE-ESCARBOTIN**

hannedouche.fr

POMPES FUNÈBRES
HEDIN

03 22 78 01 63
03 44 20 83 85

PERMANENCE DÉCÈS
7j/7 & 24H/24

HEDIN

Vos agences de proximité

**MONTIDIDIER
RESSONS**

www.hedin-montidier.com

2003419287918

POMPES FUNÈBRES
DU VAL D'AUTHIE

03 22 29 20 53
06 28 90 07 27

PERMANENCE DÉCÈS
7j/7 ET 24H/24

**POMPES FUNÈBRES
VAL D'AUTHIE**

Votre agence de proximité

LE BOISLE

www.pompesfunebresvaldauthie.com

AVIS DE DÉCÈS

FRESSENNEVILLE

Les obsèques religieuses de

Madame Véronique PASCAL

née PETIT

décédée à l'âge de ses 69 ans, seront célébrées le mardi 2 juin 2026, à 11 heures, en l'église de Fressenneville, suivies de l'incinération à 13 h 30, au crématorium d'Abbeville. L'inhumation de l'urne aura lieu à 16 h 30 au cimetière de Fressenneville.

De la part de
Monsieur Jean-Claude PASCAL, son époux,
Claude et Monique PETIT, son frère et sa belle-sœur,
toute la famille et ses amis.

Véronique repose au funérarium des établissements Lefevre,
Z.A avenue du Vimeu Vert à Feuquières-en-Vimeu.

Que des fleurs naturelles, s'il vous plaît.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Pompes Funèbres LEFEVRE, Z.A avenue du Vimeu-Vert
\$0210 FEUQUIERES-EN-VIMEU 03.22.26.27.85**

REMERCIEMENTS

AMIENS

Tout touché par les nombreuses marques de sympathie et d'amitié reçues lors des obsèques de

Monsieur André HENOCQUE

toute la famille remercie les personnes qui se sont associées à sa peine, par leur présence, leurs envois de fleurs et messages de condoléances.

**PFG - Services Funéraires
214 Avenue de la Défense Passive 80136 RIVERY
tél : 03.22.44.69.00**



NAMPY

Toute la famille,

profondément touchée par les marques de sympathie que vous lui avez témoignées lors du décès de

Madame Nadège LEGUÉ
née LEROUX

vous remercie très sincèrement d'avoir pris part à sa peine.

P. F. Adolphe - 80160 Conty - 03.22.41.26.27



ABBÉVILLE, YVRENCH

Dans l'impossibilité de répondre individuellement aux très nombreuses marques de sympathie et d'amitié qui lui ont été témoignées lors des obsèques de

Monsieur René BRUYÉ

toute la famille remercie sincèrement les porte-drapeaux, les anciens combattants ainsi que toutes les personnes, qui se sont associées à sa peine, par leur présence, leurs envois de fleurs et messages de condoléances et vous exprime sa chaleureuse gratitude.

**P. F. Caudrelier - Abbeville - 84 rue Pasteur
03.22.31.03.33**

Retrouvez l'ensemble des avis
du jour, par édition
sur **courrier-picard.fr**

LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2025 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.



Scannez ce QR code pour découvrir
l'intégralité du contenu **DES LÉGALES**
serviceclientslegales@rosselconseil.fr

09 70 80 86 12

ANNONCES ADMINISTRATIVES

ENQUÊTES PUBLIQUES



**Communauté de Communes
du Territoire Nord Picardie**

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Modification n°1 et modification n°2
du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Bernavillois

Par arrêté en date du 21 mai 2026, la Présidente de la Communauté de Communes du Territoire Nord Picardie (CCTNP) a ordonné l'ouverture de l'enquête publique conjointe portant sur les projets de modification n°1 et modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLU) du Bernavillois et en a fixé l'ensemble des modalités.

L'enquête publique se déroulera du lundi 15 juin 2026 (9h00) au lundi 29 juin 2026 (18h00) inclus, soit pendant une durée de 15 jours consécutifs.

Les dossiers de modification n°1 et n°2 du PLU du Bernavillois sont déposés à l'adresse suivante : Mairie de la Commune de Bernaville - CCTNP, 2 rue des Sœurs Grises - 80600 DOULLENS.

Par courrier électronique avant le lundi 29 juin 2026 à 18h00 à l'adresse suivante : pul.bernavillois@cctnp.fr.

A l'expiration du délai d'enquête, les registres seront clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un mois pour transmettre son rapport et ses conclusions. Ces documents seront consultables au siège de la CCTNP pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, ainsi que sur le site internet www.cctnp.fr.

Au terme de l'enquête publique, le conseil communautaire du Territoire Nord-Picardie pourra approuver la modification n°1 et la modification n°2 du PLU du Bernavillois. Les dossiers seront éventuellement adaptés pour tenir compte des avis émis, des remarques du public et des conclusions du commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à l'adresse de Bernaville de la CCTNP, 23 rue du Général Jean Cépion - 80370 BERNAVILLE.

• le lundi 15 juin 2026 de 09h00 à 12h00
• le lundi 19 juin 2026 de 14h00 à 17h00
• le mardi 23 juin 2026 de 18h00 à 19h00

Le présent journal vise à informer le public et à recueillir ses observations et propositions.

Sur les registres d'enquête papier, grâce à un code QR, on se rendant au siège de l'enquête et dans le lieu de permanence aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

- Par courrier postal qui doit être reçu avant le lundi 29 juin 2026 à 19h00 inclus à l'attention de Madame le commissaire enquêteur à l'adresse suivante : Projets de modification n°1 et n°2 du PLU du Bernavillois - CCTNP, 2 rue des Sœurs Grises - 80600 DOULLENS.

- Par courrier électronique avant le lundi 29 juin 2026 à 18h00 à l'adresse suivante : pul.bernavillois@cctnp.fr.

A l'expiration du délai d'enquête, les registres seront clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un mois pour transmettre son rapport et ses conclusions. Ces documents seront consultables au siège de la CCTNP pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, ainsi que sur le site internet www.cctnp.fr.

Au terme de l'enquête publique, le conseil communautaire du Territoire Nord-Picardie pourra approuver la modification n°1 et la modification n°2 du PLU du Bernavillois. Les dossiers seront éventuellement adaptés pour tenir compte des avis émis, des remarques du public et des conclusions du commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à l'adresse de Bernaville de la CCTNP, 23 rue du Général Jean Cépion - 80370 BERNAVILLE.

Collectivités, mairies, préfectures

Touchez 1 habitant sur 2 de votre
territoire et dématérialisez vos registres
de consultation, enquêtes publiques en
quelques minutes,



Contactez-nous
09 70 80 86 12
serviceclientslegales@rossel.fr

Courrier Picard
Région
Centre-Midi